

**ISAE-ENSMA**  
**CYCLES FORMATION INGENIEUR SOUS STATUT ETUDIANT (FISE)**  
**ET MASTERS**

**CHARTRE DES STAGES 2025-2026**

« Vu le Code de l'éducation,

Vu le Décret n° 2016-1782 du 19 décembre 2016 relatif à l'Ecole nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique de Poitiers,

Vu les statuts modifiés et adoptés par le Conseil d'Administration le 14 Juin 2025,

Vu le règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration du 24 juin 2022,

Vu la délibération du Conseil d'administration adoptant la présente charte du 14 Juin 2025 »

**0. Sigles et acronymes**

Dans la suite du présent document, les sigles et acronymes suivants sont utilisés.

| <b>Sigle ou acronyme</b> | <b>Désignation</b>   |
|--------------------------|--|
| CTI                      | Commission des Titres d'Ingénieur  |
| DDRSE                    | Développement Durable, Responsabilité Sociale, Sociétale et Environnementale |
| DGA                      | Direction Générale des Armées  |
| ECTS                     | "European Credit Transfer and Accumulation System"                           |
| ENT                      | Espace Numérique de Travail  |
| FISA                     | Formation Initiale sous Statut Apprenti                                      |

|      |   |
|------|---|
| FISE | Formation Initiale sous Statut Etudiant             |
| ISO  | "International Organization for Standardization"    |
| OTAN | Organisation du Traité de l'Atlantique Nord         |
| PFE  | Projet de Fin d'Etudes                              |
| RSSE | Responsabilité Sociale et Sociétale des Entreprises |
| UE   | Unité d'Enseignement                                |

## 1. Cadre

Le long du cursus, les stages permettent de se rapprocher progressivement de mises en situation professionnelle d'ingénieur/de chercheur.

Il appartient à chaque élève d'être suffisamment actif dans sa recherche de stage et vigilant quant aux délais de début de stage. L'école peut aider l'élève en diffusant des offres sur la plateforme web Career Center, accessible depuis l'ENT de l'école, et en mettant à disposition son réseau professionnel. Toutefois, l'école ne se substitue nullement à l'élève dans ses démarches.

L'accueil en stages des élèves en situation de handicap sera spécifiquement organisé et fera l'objet d'un suivi particulier.

## 2. Descriptif des différents stages

### 2.1. FISE

Pour les élèves en FISE, le cursus de formation comporte 3 stages.

#### 2.1.1. Stage « découverte de l'entreprise »

Ce premier stage, après le semestre 2 (1<sup>ère</sup> année) et d'une durée minimale de 4 semaines hors statut de cadre, est effectué en entreprise. Le sujet du stage doit être validé au préalable par le chargé de mission stages. Ce stage donne lieu à la rédaction et à la remise d'un rapport de stage.

Les élèves admis sur titre ayant déjà effectué un stage en entreprise de même type dans leur cursus antérieur en sont dispensés.

#### 2.1.2. Stage « d'assistant ingénieur »

Ce deuxième stage, d'une durée 16 à 20 semaines, après le semestre 4 (2<sup>ème</sup> année), se déroule dans le milieu industriel ou dans un organisme de recherche

public, semi-privé ou privé, en France ou à l'international. Le sujet du stage doit être validé au préalable par le chargé de mission stages.

Ce stage donne lieu à la rédaction et remise d'un rapport, ainsi qu'à la réalisation d'une soutenance orale.

### 2.1.3. Stage « Projet de fin d'études (PFE) »

Ce dernier stage d'une durée de 16 à 26 semaines en 3<sup>ème</sup> année), a lieu dans le milieu industriel, ou dans un organisme de recherche public, semi-privé ou privé, en France ou à l'international. Cumulé avec le stage « d'assistant ingénieur », ce stage fait partie du semestre 6. Le sujet du stage doit être validé au préalable par le chargé de mission stages. L'élève-ingénieur doit mettre en œuvre les acquis de sa formation, en produisant une contribution originale répondant aux besoins de l'organisme d'accueil.

Il donne lieu à la réalisation et remise d'un rapport, ainsi qu'à une soutenance orale.

En cohérence avec les préconisations de la CTI, une durée minimale de 28 semaines cumulées de stages, prioritairement en entreprise, en France ou à l'international, est demandée. Lorsque le projet professionnel de l'élève ingénieur présente une composante recherche affirmée, la durée minimale cumulée de stage en entreprise dans l'ensemble de la formation peut être ramenée à 14 semaines. Pour une dérogation, il est demandé à l'élève de faire une demande dûment motivée auprès du chargé de mission stages, sans toutefois garantie de suite favorable. Ceci entraîne, sauf dérogation, qu'au moins un des deux stages de 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> année doit être effectué en milieu industriel.

## 2.2. Master

Pour les étudiants en master, le cursus de formation comporte un stage de « recherche approfondie ».

Ce stage a une durée de 21 à 26 semaines, en 2<sup>ème</sup> année. Ce stage est un semestre à part entière (semestre 4), dans le milieu industriel ou dans un organisme de recherche public, semi-privé ou privé. Le sujet du stage doit être validé au préalable par le responsable du master concerné et par le chargé de mission stages. Le stage est évalué, et donne lieu à la réalisation d'un rapport et d'une soutenance orale.

### **2.3. PFE/master**

Ce stage mixte est réalisé par les élèves de 3<sup>ème</sup> année FISE inscrits en parallèle à un master. Les conditions conjointes de stage de PFE et de master s'appliquent. La durée est de 21 à 26 semaines. Le sujet du stage doit être validé au préalable par le responsable du master concerné et par le chargé de mission stages.

Le stage est évalué sur les deux volets (PFE/master) de façon distincte, et donne lieu à la réalisation d'un rapport et d'une soutenance orale uniques.

### **2.4. Elèves en substitution**

#### **2.4.1. Elèves provenant d'un établissement français**

Pour les élèves en substitution provenant d'un établissement en France, le stage long, d'une durée de 21 à 26 semaines, remplace le stage d'assistant ingénieur et le stage de projet de fin d'études et valide alors 30 ECTS.

#### **2.4.2. Elèves provenant d'un établissement hors France**

Les étudiants internationaux en programme d'échange peuvent accéder, en fonction de leur contrat d'études (learning agreement), à :

- Un stage court de 12 à 16 semaines, ouvrant droit à 17 ECTS,
- Ou un stage long de 16 à 26 semaines, ouvrant droit à 30 ECTS.

### **2.5. Dérogations**

A titre exceptionnel, la durée et la modalité des stages peuvent être adaptées individuellement, en accord avec la Direction des Etudes et de la Formation, le chargé de mission stages et le cas échéant le responsable de master concerné, pour prendre en compte des situations particulières (par exemple les décalages de calendriers scolaires lors des séjours d'étude à l'étranger).

Par ailleurs, le stage doit s'effectuer exclusivement et dans son intégralité par présence physique du stagiaire dans son organisme d'accueil. Pour un cas dûment motivé par le stagiaire – en amont ou durant le stage – et jugé de force majeure, par la Direction des Etudes et de la Formation ou par le service des relations entreprises, une dérogation à titre exceptionnel peut être accordée pour du télétravail à temps partiel. Sous peine d'invalidation, la durée du télétravail ne doit cependant pas excéder 20% de la durée totale de stage prévue. Le cas échéant, la mobilité à



l'international est décomptée au prorata de la présence physique du stagiaire sur les lieux du stage du pays d'accueil.

## **2.6. Cas des élèves devant faire des rattrapages suite à non validation d'un semestre lors d'un jury préliminaire**

Pour les élèves ne validant pas un semestre lors du jury préliminaire, des rattrapages d'examens peuvent être organisés. Les élèves en stage lors de cette période de rattrapage devront pouvoir se rendre disponibles pour ces rattrapages, en revenant au besoin dans l'école, ceci en accord avec ce qui est indiqué dans les conventions de stage.

## **3. Convention de stage**

Après validation du sujet de stage par l'école, une convention est établie pour chaque stage, signée impérativement avant le début du stage par l'organisme d'accueil, l'élève et l'école.

Aucun engagement ferme de l'élève auprès de l'organisme d'accueil du stage ne doit être pris tant que cette convention n'est pas signée.

Signée par l'ensemble des parties, la convention est alors un engagement fort qui ne peut pas être résilié pour des raisons de convenance personnelle de l'élève. Sauf cas jugé de force majeure par la Direction des Etudes et de la formation ou par le service des relations entreprises, cette résiliation sera assimilée à une démission et conduira automatiquement à l'invalidation de l'UE concernée.

La convention de stage fait mention du tuteur académique désigné. L'élève doit impérativement prendre contact avec ce tuteur avant le début du stage, et le tenir informé en cours du stage de l'avancement du travail ainsi que des éventuels problèmes rencontrés.

## **4. Validation des périodes de stage**

### **4.1 Critères d'évaluation des périodes de stage**

#### **4.1.1. Stage « découverte de l'entreprise »**

Le stage de 1<sup>ère</sup> année FISE donne lieu à l'attribution d'une note, elle-même incluse dans la note d'une UE du semestre 3 (sans objet pour les admis sur titres ayant déjà fait un stage analogue dans leurs études précédentes).

Le travail de stage dans l'organisme d'accueil est évalué à la fois par :

- Le tuteur attitré de l'organisme d'accueil et désigné par la convention de stage. Celui-ci remplit une fiche d'évaluation spécifique au stage disponible à la demande auprès du service relations entreprises ;
- L'examineur des rapports de stage.

#### 4.1.2. Stages FISE 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> années, et master 2<sup>ème</sup> année

Les périodes de stage de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> années FISE, et 2<sup>ème</sup> année master (et donc stage mixte PFE/master) sont évaluée selon trois critères :

- Le travail de stage dans l'organisme d'accueil,
- Le rapport,
- La soutenance.

**Le travail de stage dans l'organisme d'accueil** est évalué à la fois par :

- Le tuteur attitré de l'organisme d'accueil et désigné par la convention de stage (Stage de master excepté). Celui-ci remplit une fiche d'évaluation spécifique au stage disponible via téléchargement dans la base documentaire des stages. Cette fiche est également envoyée par courriel au tuteur par le service relations entreprises,
- Les deux membres du jury.

**Le rapport** est évalué : pour le stage « Assistant Ingénieur », par le membre président du jury, pour les stages PFE, PFE / master et master, par les deux membres du jury. Le format de ce rapport devra suivre les recommandations données par le service relations entreprises.

**La soutenance** est évaluée par les deux membres du jury.

Le contrôle du projet de fin d'études peut être partagé avec un autre établissement dans le cas d'une substitution ou d'un double diplôme.

Un examen de la situation de l'élève est fait en jury de semestre, dès lors que la moyenne des trois évaluations est inférieure à 10/20. Une réécriture du rapport et une soutenance peuvent être demandées, auquel cas l'évaluation se fera par le même jury. Un délai est accordé à l'élève pour la réécriture de son rapport. Le non-respect de ce délai entraîne l'invalidation du stage. Si de nouveau la moyenne obtenue est inférieure à 10/20, le stage est invalidé.

Les dates et horaires des soutenances sont programmés par le service relations entreprises.

Le stage d'assistant ingénieur, le stage de PFE, le stage de master et le stage de PFE/master sont validés si et seulement si la moyenne des notes de chacun des stages est supérieure ou égale à 10/20. Dans ce cas les stages sont crédités

- Pour la FISE :
  - De 13 crédits ECTS au stage d'assistant ingénieur (2ème année d'ingénieur)
  - De 17 crédits ECTS au PFE (3ème année d'ingénieur)
  - La validation des deux stages entraîne la validation du semestre 6 et l'attribution de 30 crédits ECTS
- Pour le stage de master (2ème année de master), de 30 crédits ECTS
- Pour le stage de PFE/master, les volets PFE et master sont validés séparément

L'élève est informé des modalités d'évaluation des semestres de stage par la publication du règlement de scolarité et des chartes mises en annexes, mais aussi lors de réunions organisées par le service relations entreprises. Les échéances à respecter par l'élève sont présentées et rappelées dans un calendrier en ligne. Le calendrier fait en particulier apparaître la date de remise (physique ou numérique) du rapport de stage. Pour les rapports envoyés par courrier postal, c'est la date d'envoi du cachet de la poste figurant sur l'enveloppe qui fait foi.

Le jury de soutenance est souverain pour attribuer les notes de l'évaluation des stages : travail effectué, rapport et soutenance. La fiche d'appréciation du travail dans l'organisme d'accueil par l'organisme d'accueil est transmise au service relations entreprises.

Dans la situation où un exercice de présentation orale ou de rédaction du rapport est à refaire, la note maximale attribuée après rattrapage est de 10/20.

#### **4.2. Retard de rendu du rapport**

Sauf cas jugé de force majeure apprécié par la Direction des Etudes et de la Formation ou par le service des relations entreprises (par exemple suite à un justificatif, fourni par le tuteur de stage, de retard de relecture en interne à l'entreprise), tout retard inférieur à 5 jours dans le dépôt d'un rapport de stage entraîne une note de rapport de stage/PFE/master diminuée de 0,5 points par jour ouvré de retard.

Après application de la pénalité de 0,5 à 2,5 points :

- Si la moyenne des notes reste supérieure ou égale à 10/20, alors le stage est validé.
  - Si la moyenne des notes est inférieure à 10, alors le stage est invalidé.
- Pour tout retard non justifié supérieur à 5 jours, le stage est invalidé.

#### **5. Ethique, responsabilité et enjeux**

Dans la rédaction de son rapport, l'élève doit impérativement inclure une réflexion liée :

- Au DDRSE de l'organisme d'accueil,
- Aux bonnes pratiques dans l'organisme d'accueil.

Cette réflexion peut également être fournie au jury dans un document séparé.

La norme ISO 26000, relative à la RSSE pourra aider l'élève dans cette partie de son rapport. La norme aborde sept questions centrales :

- la gouvernance de l'organisation
- les droits de l'homme
- les relations et conditions de travail
- l'environnement
- la loyauté des pratiques
- les questions relatives aux consommateurs
- les communautés et le développement local.

La RSSE se traduit par un comportement éthique et transparent de la part des entreprises et concerne l'entreprise dans toutes ses activités.



Pour plus d'information, le site du ministère de l'économie peut également être consulté : <https://www.economie.gouv.fr/entreprises/responsabilite-societale-des-entreprises-rse>).

Cette partie (de taille modulable) ne doit pas se réduire à un plagiat d'une documentation de l'entreprise. Après une synthèse des différentes actions menées par l'entreprise dans le cadre de la RSSE, une analyse critique est attendue des pratiques mises en œuvre complétée par des suggestions d'amélioration voire, le cas échéant, de mise en place si le concept de RSSE au sein de l'entreprise est trop embryonnaire.

Cette analyse sera prise en compte par le/s membre/s du jury dans la notation du rapport.

## **6. Stages à l'étranger**

### **6.1. Avis de sécurité**

Tous les stages effectués à l'étranger font l'objet d'un avis de sécurité préalable du Fonctionnaire de Sécurité de Défense de l'établissement, l'ISAE-ENSMA, la responsabilité de ce dernier étant engagée comme le rappelle l'avis N° 369427 du Conseil d'Etat. Il peut émettre un avis négatif. Le directeur de l'établissement pourra décider de suivre cet avis et refuser le stage.

### **6.2 Assurances**

Les étudiants réalisant un stage à l'étranger s'engagent à respecter les démarches administratives spécifiques indiquées par le service des relations entreprises, notamment en ce qui concerne la souscription à une assurance couvrant la responsabilité civile, le rapatriement et les frais de santé. Les étudiants sont tenus également, le cas échéant, d'effectuer une demande de prise en charge en cas d'accident de travail et maladie professionnelle auprès de leur caisse d'assurance maladie.

L'intégralité de ces documents doit être fournie à l'école avant le début du stage, sans quoi l'étudiant risque de se voir refuser la validation de celui-ci par l'école, et ce combien même la convention ait déjà été signée.

## **7. Habilitation au secret**

Lorsqu'une habilitation au secret est nécessaire pour la réalisation d'un stage (DGA, OTAN, etc.), l'établissement est en capacité d'aider l'étudiant à réaliser la procédure de demande auprès des services de sécurité de l'Etat. La procédure étant longue, il faut commencer les démarches dès que possible sous peine de ne pas avoir l'habilitation avant le début du stage. Dans ce cas, le stagiaire ne peut pas être accueilli sur son lieu de stage et risque ainsi sa non validation.

## **8. Publication et exécution du présent règlement**

La présente charte entre en vigueur pour l'année universitaire 2025-2026 au jour de sa publication au Recueil des actes administratifs.

## **9. Voies et délais de recours**

Si vous estimez que cet acte est irrégulier, vous pouvez former, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit un recours administratif, qui peut prendre la forme d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou celle d'un recours hiérarchique devant l'autorité hiérarchique compétente.

Ce recours administratif doit être présenté dans les deux mois à compter de la publication du présent acte si vous souhaitez pouvoir former ensuite un recours contentieux contre une décision de rejet de votre recours administratif.

Le recours administratif est réputé rejeté si vous n'avez pas reçu de réponse dans les deux mois suivant sa réception par l'administration. Vous disposez alors d'un délai de deux mois pour former un recours contentieux.

Si une décision expresse de rejet vous est notifiée dans les quatre mois suivant la réception de votre recours administratif par l'administration, vous disposerez alors d'un délai de deux mois, à compter de la notification de cette décision expresse, pour former un recours contentieux.

- soit un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers par requête déposée auprès de la juridiction (sis au 15 Rue de Blossac, 86000 Poitiers) ou au moyen de l'application Télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Charte votée au  
Conseil d'Administration de l'ISAE-ENSMA  
le 14 Juin 2025

Délibération et annexe transmises à Monsieur le Recteur de la région académique  
Nouvelle-Aquitaine, Recteur de l'Académie de Bordeaux, Chancelier des Universités,  
le 27 JUIN 2025, en application de l'article L711-8 du Code de l'éducation.

